

Richesse, valeur et inestimable : retour à la critique de l'économie politique

Communication au séminaire « Évaluer les richesses », MESH, Lille, 8 avril 2014

Jean-Marie Harribey

dans Bertrand Bocquet (dir.)

La fièvre de l'évaluation, Quels symptômes ? Quels traitements ?

Université de Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 63-73

La réflexion qui s'est engagée au niveau international, en ce début du XXI^e siècle, sur les conceptions de la richesse et de la valeur ne tient pas au hasard. Elle est la conséquence de la crise systémique que traverse l'économie mondiale. Celle-ci est due à l'éclatement conjoint des contradictions dans lesquelles le néolibéralisme avait poussé le capitalisme. Des contradictions sociales car la dévalorisation de la condition salariale a fini par conduire le système à une suraccumulation de capital générale et à un affaiblissement des gains de productivité du travail. Des contradictions écologiques aussi car le productivisme inhérent à l'accumulation du capital provoque l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, des pollutions multiples et le réchauffement du climat.

Ainsi, on peut réinterpréter la crise financière ouverte en 2007. Elle est l'éclatement de l'illusion entretenue par l'idéologie économique pendant les dernières décennies, consistant à penser que la finance pouvait se dégager des contraintes sociales et matérielles évoquées à l'instant et devenir une source endogène et autosuffisante de valeur, sinon de nouvelle richesse. Or ces deux contraintes sont indépassables. Crise sociale et crise écologique sont donc aujourd'hui inextricablement liées parce qu'elles sont une même crise de production et de réalisation de la valeur. Certes, dans un cas, la crise du régime d'accumulation financière s'inscrit dans le moyen terme, alors que la crise écologique s'inscrit dans le long terme parce qu'elle remet en cause le principe même de l'accumulation infinie, mais, en dépit de leur temporalité différente, leur conjonction aujourd'hui en donne le caractère véritablement structurel. Et cette conjonction est d'autant plus inquiétante qu'elle intervient alors que la plupart des régulations ont été déconstruites.

La thèse que nous soutenons dans *La richesse, la valeur et l'inestimable*¹ est celle d'un retour à la critique de l'économie politique, afin de lier les deux questions, sociale et écologique : il s'agit de rompre avec l'idée que la richesse se confond avec la valeur des marchandises produites par le capitalisme. Pour avoir oublié ou nié la distinction initiée par Aristote, et reprise plus tard par l'économie politique, entre valeur d'usage et valeur d'échange, l'idéologie économique libérale s'est révélée incapable de comprendre et surtout de prévenir la montée des périls amenés par la marchandisation de toutes les activités humaines, des connaissances, des ressources naturelles, de la biodiversité et de tout le vivant : au contraire, privatiser ce qui pourrait être les biens communs de l'humanité est devenu le nouvel horizon d'un capitalisme cherchant la sortie de sa crise.

Il n'est donc pas surprenant que toutes les instances internationales rivalisent d'imagination pour imposer une nouvelle vision permettant de revernir (ou reverdir) l'apparence du système tout en préservant sa logique essentielle. De la Banque mondiale à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), en passant par la

¹ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013 ; *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014.

Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi au retentissement mondial, tous les experts s'affairent pour rebâtir un corpus idéologique plus présentable, si nécessaire en reprenant à leur compte quelques-unes des critiques les plus souvent avancées contre l'indicateur usuel du produit intérieur brut (PIB). Nous voudrions montrer, d'une part, que la plupart de ces études aboutissent à une fétichisation de la nature qui est le corollaire de la fétichisation des rapports sociaux, et que, d'autre part, elles sont incapables de faire la part des choses entre ce qui relève du marchand, du monétaire et de l'ineestimable.

1. La fétichisation de la nature, corollaire de la fétichisation des rapports sociaux

Deux types d'approche sont utilisés dans la littérature internationale pour essayer d'intégrer la question environnementale dans l'économie. L'approche la plus simple est celle par les indicateurs. Une autre, plus complexe et plus fondamentale, entend attribuer une valeur économique intrinsèque à la nature ou bien en faire l'origine même de la valeur, dès lors que la nature est érigée en « capital ».

1) L'approche par les indicateurs

Depuis son invention dans l'entre-deux-guerres et son application après la Seconde Guerre mondiale, on sait que le PIB est un indicateur agglomérant toutes les productions ayant une évaluation monétaire, sans distinction de qualité. Pour des motifs idéologiques bien compréhensibles en ces temps de crise générale, toute une génération de propositions est née pour intégrer au PIB ce qui n'était pas intégrable et/ou lui adjoindre d'autres indicateurs, susceptibles de mieux mesurer le bien-être.

L'intention est louable, mais ce n'est pas sans susciter des paradoxes. Ainsi, d'un côté, le PIB est accusé de ne pas tenir compte de la qualité de la production, de compter des productions ne faisant que réparer des dégâts occasionnés auparavant, de ne pas déduire les atteintes à l'environnement naturel, et, de l'autre, on s'étonne que, l'hiver ayant été doux, il a fallu moins se chauffer, donc consommer moins d'énergie, contribuant à faire chuter ce PIB.

D'aucuns estiment qu'au-delà d'un certain niveau de PIB, celui-ci n'a plus de corrélation avec le taux de scolarisation ou l'espérance de vie, ce qui apporterait la preuve statistique que le PIB n'améliore pas le bien-être. Sauf que ce ne peut être justement une preuve car les indicateurs qualitatifs comme le taux de scolarisation plafonnent obligatoirement à 100 %, ou bien sont tendanciellement limités comme l'espérance de vie.

Peut-on construire un « PIB vert » de façon à intégrer les destructions occasionnées par l'activité humaine à la nature ? Le principe des agrégats « verts », quelles que soient leurs variantes, est de déduire du PIB la valeur monétaire des dégâts causés à l'environnement, comme on le fait déjà de l'usure des équipements, par le biais des amortissements, pour aboutir au produit net. Le problème naît de l'absence d'évaluation monétaire de ces dégâts, que les experts se résolvent à mesurer par la valeur monétaire des réparations effectuées. On aboutit alors à la contradiction suivante : dans un premier temps, on inclut dans le PIB la valeur ajoutée par les entreprises qui réparent, et, aussitôt, on l'enlève après avoir conclu que celle-ci mesure aussi bien les réparations que les destructions. Une fois cette double opération réalisée, le produit net vert ne peut plus être égal au revenu national net, puisque des revenus ont été créés et distribués à la fois lors des activités de destruction et des activités de réparation.

La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi² a avalisé l'indicateur proposé par la Banque mondiale, dit « épargne nette ajustée ». Le Conseil économique, social et environnemental lui

² J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Performances économiques et progrès social*, 2 vol., O. Jacob, 2009.

a emboîté le pas³. Ici, on part du stock d'épargne brute nationale duquel on soustrait la dépréciation du capital technique et celle du capital dit naturel, et auquel on ajoute les investissements nets en formation. On obtient ainsi un stock d'épargne nette ajustée et on vérifie s'il varie positivement ou négativement d'une période à l'autre. La surprise est au bout du calcul : ce sont les pays riches qui auraient un mode de vie le plus soutenable du monde...

2) *L'approche par la « valeur » de la nature*

L'instrumentalisation de la nature a atteint un point tel que, jusqu'au sein du courant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». Selon eux, la nature possède une « valeur économique intrinsèque », qu'ils mesurent soit par la réparation des dégâts qu'on lui inflige comme on vient de le voir, soit par les « services » qu'elle rend à l'homme. Puis, ils intègrent, dans un concept de « valeur globale », différentes « valeurs » (usage, option, quasi-option, legs, existence, écologique). Plusieurs erreurs méthodologiques et épistémologiques sont commises ici : 1) l'addition d'éléments incommensurables, 2) les impossibles mesures de l'utilité de la nature, de la valeur du stock de la nature et des flux qui en sont issus, et 3) l'échec de la modélisation de la substitution du capital à la nature.

La « valorisation du vivant », la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais au cœur des discours de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de l'OCDE, de l'Union européenne, etc. Mais cette approche croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Les économistes néoclassiques redéfinissent la richesse comme la somme du capital économique, du capital humain, du capital social et du capital naturel. Tous ces capitaux seraient additionnables puisqu'ils relèveraient d'une procédure de calcul analogue, avant d'être substituables entre eux. Plus encore, cette thèse ne peut pas prendre en compte le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. En isolant chaque élément pour en évaluer le coût, le prix, voire l'utilité, elle ne peut saisir ce qui est le plus important : les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

Autrement dit, *ou bien ces chercheurs considèrent que la valeur de la nature est d'ordre économique et ils ne sont pas en droit de la déclarer intrinsèque, en tant que stock ou en tant que flux, ou bien ils ne la considèrent pas comme relevant de l'économie et ils la nomment intrinsèque, tout en l'ajoutant abusivement à la valeur économique*. Dans les deux cas, ils échouent à sortir d'une matrice théorique qui n'a jamais su penser correctement la valeur. L'échec est patent quand on lit la perle contenue dans ce passage pseudo-pédagogique dissimulant la fonction de production néoclassique Cobb-Douglas, imputant à chaque facteur une partie de la valeur créée dans le processus productif : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! »⁴ Et si on empêche le berger de respirer, qui meurt dans l'instant, toute la

³ CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », 2009.

⁴ C. De Perthuis, P.-A. Juvet, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, O. Jacob, 2013, p. 196.

valeur était-elle auparavant créée par l'air ? En fait, le concept de facteur limitant est antagonique avec la position néoclassique et/ou néophysiocrate, qui tente de théoriser ledit capital naturel.

La démarche néoclassique décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie serait capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. Elle assimile une mesure de la valeur d'un stock à la somme des flux de « services rendus par les écosystèmes » pour glisser ensuite à la « valeur de la nature ». En conséquence, la supercherie de cette théorie au sujet de la richesse et de la valeur comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui revient à naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux. Les biens naturels sont ou bien réputés sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garantis sauvegardés par la seule instauration d'un prix fictif, notamment par la procédure d'actualisation. Il est postulé la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence.

2. Monétaire/non-monétaire, marchand/non-marchand et inestimable

C'est le moment de retrouver la fécondité de l'intuition d'Aristote établissant une séparation entre ce qui relève de l'économie et ce qui n'en relève pas. Une telle démarche épistémologique a des conséquences sur le plan stratégique, car elle permet d'attribuer des prix politiques à la préservation de la nature et de considérer le caractère productif du travail effectué dans la sphère non marchande.

1) De l'incommensurabilité

La valeur d'une marchandise découlant de la production humaine et la valeur d'un élément naturel sont-elles commensurables ? La valeur monétaire d'une marchandise dépend des conditions socio-techniques de production (la disponibilité de ressources, le travail, son organisation et sa division, pour aller vite) validées par le marché. Ces conditions socio-techniques n'existent pas pour un élément naturel. Par exemple, les instances internationales veulent mesurer la valeur économique des services que les forêts rendent en multipliant la quantité de carbone captée pendant un an par le prix de la tonne de carbone échangée sur le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre. Or, ce prix est une catégorie propre à la sphère économique, plus exactement dans ce cas à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont donc incommensurables. Il s'ensuit que la définition de la richesse fondée sur l'addition *capital manufacturé + capital social + capital humain + capital naturel* n'a strictement aucun sens.

On retrouve donc le point de départ de la critique de l'économie politique. Marx a constamment répété que le travail et la terre sont les créateurs de la *richesse*, le travail créant seul la *valeur*. « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. »⁵ Ou bien : « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des

⁵ K. Marx, *Le Capital*, Livre I, dans *Œuvres*, Gallimard, 1965, tome I, p. 571.

valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. »⁶ Et encore : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. »⁷ Cela devrait suffire à réfuter l'idée omniprésente dans la pensée écologiste dominante selon laquelle la théorie de la valeur de Marx ignorerait la nature, au motif qu'elle serait productrice de richesse en termes de valeurs d'usage, mais pas de valeur au sens monétaire, c'est-à-dire comme fraction du travail social, ce que n'est pas, par définition, la nature. On ne peut donc ni penser que la nature construirait sa propre valeur, ni qu'elle créerait de la valeur, ni que l'être humain révélerait sa valeur économique intrinsèque, cachée, et dont il lui reviendrait de dévoiler l'existence. En d'autres termes, croire que la catégorie « valeur » pourrait être naturelle relève du fétichisme, dans le sens où Marx le disait à propos de la marchandise, de l'argent, du capital et, de manière générale, des prétendues lois économiques : toutes ces catégories sont issues de rapports sociaux particuliers. Ici, d'une part, l'application de la catégorie socio-économique « valeur » ne peut être appliquée à la nature, et, d'autre part, parler, sans autre précision, de « valeur » de la nature doit être strictement réservé à la construction sociale, fruit des rapports sociaux, des représentations et des pratiques la concernant.

Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on attribue un prix à la nature, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources. Par exemple, si l'on donne un prix à l'usage de l'eau ou à toute autre ressource naturelle incluant une taxe ou autre compensation, cela indiquera la hauteur de la norme que la société décide de fixer et de respecter. Mais cette norme n'a rien de naturel, elle est d'emblée politique. De la même façon, l'instauration d'un marché de permis négociables suppose en amont une décision politique fixant la quantité autorisée, dont la variation aura une influence sur le prix, lequel ne sera pas à proprement parler entièrement un prix de marché. Il s'ensuit une conclusion d'ordre stratégique très importante. Réfuter les concepts de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur économique des services rendus par la nature relève de l'épistémologie, mais n'implique en aucune manière de ne pas pouvoir utiliser des outils économiques pour contribuer à la régulation écologique, dès lors que des normes ont été fixées, si possible bien sûr démocratiquement.

Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique. L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artefacts. Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur. C'est le paradoxe, incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne. S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés. Autrement dit, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage

⁶ K. Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, dans *Œuvres*, tome I, p. 1413.

⁷ K. Marx, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, Gallimard, 1968, tome II, p. 1430.

permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement.

2) *Le travail productif dans la sphère non marchande*

Le plus surprenant, sinon le plus cocasse, est que l'idéologie entourant la « redéfinition de la richesse » dans les cénacles libéraux se répand en même temps qu'une part importante de cette richesse est frappée de discrédit, celle que le travail produit dans la sphère non marchande. L'idée selon laquelle l'activité non marchande serait financée par prélèvement sur l'activité marchande est une erreur, très répandue aussi bien dans la vision libérale que dans un pan du marxisme historique. La conséquence normative de la première est de verrouiller les politiques budgétaire et monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics. Tandis que beaucoup de marxistes traditionnels, tout en affirmant leur opposition à la loi capitaliste, sont démunis pour offrir une théorie alternative, dès lors qu'ils oublient la distinction opérée par Marx entre procès de travail capitaliste et procès de travail en général, c'est-à-dire entre procès de production de valeur pour le capital et procès de production pour la société : ils restent accrochés à l'idée selon laquelle les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la plus-value produite dans le secteur capitaliste ; par conséquent, les travailleurs de ces services sont déclarés improductifs. Penser dans ces conditions la démarchandisation de la société est impossible puisque la « non-marchandise » dépendrait de l'existence de la marchandise.

Même si l'analyse ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils pour critiquer la marchandise, le marxisme traditionnel a confondu ce modèle théorique idéal-typique avec l'analyse concrète d'une société réelle. En particulier, sont trop souvent assimilées les catégories de capitalisme et de marché, celles de monétaire et de marchand et celles de non-monétaire et de non-marchand. Or, dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines, se combinent trois formes de mise en œuvre des capacités productives. La première, dominante, concerne le travail salarié qui produit de la valeur destinée à l'accumulation du capital. La deuxième concerne le travail salarié dans les administrations produisant des valeurs d'usage non marchandes bien que monétaires. Le troisième pan de l'activité humaine est dans la sphère domestique ou dans le domaine associatif, dont le produit est non monétaire, et qui n'interfère pas avec la discussion menée ici. L'idée que nous soutenons est que la sphère non marchande ne naît pas d'une soustraction au *produit* de la sphère marchande, bien que les ressources humaines et matérielles qui y sont employées ne soient plus disponibles pour l'accumulation du capital. En suivant la distinction marxienne entre procès de production capitaliste et procès de production en général, il convient de distinguer au sein de la catégorie de valeur, celle destinée à grossir le capital et celle destinée à répondre aux besoins sociaux.

Les entreprises capitalistes décident de produire quand elles anticipent des débouchés qui répondent à des besoins solvables pour leurs marchandises. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Les administrations publiques anticipent l'existence de besoins collectifs et elles investissent et embauchent également. La décision politique prise *a priori* est une validation hors marché. Au total, l'injection de monnaie sous forme de salaires et d'investissements privés et publics engendre la production de biens privés marchands et de services non marchands. Alors que l'anticipation et la validation sont disjointes dans le cas du marché, elles se confondent dans le cas de la production non marchande et précèdent logiquement le « paiement » de celle-ci par les contribuables qui sont aussi les usagers.

Lesdits prélèvements obligatoires sont donc effectués sur un produit global déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. La richesse non marchande ayant une valeur n'est pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision

publique d'utiliser des forces de travail et des équipements et ressources disponibles, dès lors soustraits à la convoitise du capital. Elle est socialisée à un double titre : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement.

La reconnaissance du caractère productif du travail effectué dans la sphère non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. Ce travail répond à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise et contribue à la maîtrise de la société sur ce que peut être le bien-être, cette autre sorte de richesse qui dépasse le cadre de la valeur au sens économique. Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire. Le bornage de l'espace de la marchandise rend possible l'élargissement de celui de la gratuité *socialement construite*, c'est-à-dire des activités humaines qui, bien qu'ayant un coût, n'ont pas de prix au sens du marché, ainsi que des biens naturels et des liens sociaux qui, eux, sont inestimables.

En vérifiant qu'un travail productif détaché du caractère marchand de la production peut être organisé, on ouvre un champ d'expérimentation sociale et politique d'une transformation de la société en profondeur, et cela d'autant mieux qu'on a saisi que la richesse procurée par la nature est d'un autre registre que celui de la « valeur » et qu'on a mis en œuvre une stratégie de soutenabilité écologique, afin de préserver ce qui est inestimable à l'aune des critères économiques.